

Tunisie : Le besoin d'un nouveau Modèle de Développement

Tunisia: The necessity of a new Development Model

KLAI Hmida

Enseignant chercheur retraité

Université de Bahreïn (UOB), Bahreïn

hmida.klai@gmail.com

Date de soumission : 12/09/2021

Date d'acceptation : 01/11/2021

Pour citer cet article:

KLAI.H (2021) « Tunisie: Le besoin d'un nouveau Modèle de Développement », Revue Française d'Economie et de Gestion, « Volume 2: Numéro 11 » pp:67-85

Author(s) agree that this article remain permanently open access under the terms of the Creative Commons Attribution License 4.0 International License



RESUME

La révolution tunisienne a surpris tout le monde. Quelles sont les causes directes de cet événement historique ? Quels sont les défis économiques et financiers auxquels est confronté le pays ? Comment peut-on les relever ?

La révolution tunisienne a prouvé l'échec du modèle de développement suivi depuis les années soixante-dix. Le pays se trouve aujourd'hui confronté à des défis économiques et sociaux majeurs, principalement la récession, le chômage, la disparité régionale, un déficit budgétaire et un déficit courant croissant, un taux d'inflation élevé en plus d'une lourde dette publique extérieure.

Le faible niveau de l'épargne nationale rend le financement extérieur le plus grand défi à relever dans le court et le moyen terme. Quelle stratégie de développement à suivre ?

L'objectif de cet article est la recherche d'un modèle de développement approprié capable de réaliser les objectifs économiques et sociaux du pays, la détermination des politiques adéquates et cohérentes pour son fonctionnement et enfin de présenter aux mains du décideur des recommandations pratiques pour les mettre en exécution.

Mots clés: Révolution tunisienne; chômage de jeunes; pauvreté; disparité régionale; stratégie de développement.

Abstract:

Tunisian revolution has surprised everyone. What are the direct causes of this historic event? What are the economic and financial challenges that face the Country? How to overcome these challenges?

Tunisian revolution has proved the failure of the development model followed since the early seventies. Now the country is facing economic and social challenges: economic recession, high unemployment rate, regional disparity, current account deficit, government budget deficit, high inflation rate and heavy foreign public debt.

The low national saving makes the inflow of external financing the biggest challenge to face in the coming future. What development strategy to address this situation?

The objective of this article is to seek an appropriate development model capable of achieving the economic and social objectives of the country, to determine adequate and coherent policies for its functioning and finally to present to the decision-maker practical recommendations to implement them.

Keywords: Tunisian revolution; youth unemployment; poverty; regional disparity; development strategy.

Introduction

Après une longue stagnation politique, la région du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord a été frappée par une secousse sociale violente qui a pris dans certains pays comme la Tunisie, l'Égypte, le Yémen et la Libye la forme d'une révolution générale qui a pu renverser le régime en place depuis des décennies. Telle révolution a forcé les gouvernements dans certains autres pays de la région d'introduire des réformes politiques, économiques et sociales. Ce mouvement qui a réussi à briser le mur de la peur chez les gens dans cette région, et leur a permis de retrouver leur liberté confisquée, et leur a offert la capacité d'exprimer leurs revendications politiques, économiques et sociales de diverses manières, est appelé :

«le printemps arabe» (Camau, 2012).

Ce document se concentre sur les enjeux et les défis économiques de la révolution dans le berceau des pays du printemps arabe, à savoir la Tunisie. Il soulève la question de la recherche du modèle de développement approprié pour la période à venir. L'importance du sujet découle du fait que ce pays n'a pas encore trouvé son chemin vers le développement parce que la politique est jusqu'au maintenant en tête de la scène au détriment de l'économie.

Ce papier a été rédigé pour la première fois en Mai 2013 et restait non publié. Vu que les recommandations qu'il contient sont encore valables, il est utile d'être lu car dix ans après la révolution, le redressement de l'économie est plus urgent que jamais. En effet, la situation économique et sociale s'est beaucoup détériorée à cause de l'incompétence, la corruption et l'absence de vision en plus de l'instabilité politique.

La pandémie n'a fait qu'aggraver cette situation. L'année 2020 était une année catastrophique. Tous les indicateurs économiques et sociaux étaient en rouge.

On a enregistré un taux de croissance du PIB de -8.8% (BAD, 2021), un déficit budgétaire de 13.1% (BAD, 2021), un déficit courant de 8.1% (BAD, 2021), une dette publique de 87% (BM, 2021), un taux de chômage de 17.9% (2^{ème} trimestre 2021) (INS, 2021), un taux de chômage pour jeunes de 14- 25 ans de 40.8% (BM, 2021), un taux d'inflation de 6.2% (Aout 2021) (INS, 2021) et on a atteint un seuil de pauvreté de 20.1.% (5.5 dollar/jour/personne) (BM, 2021). Ce qu'a poussé Fitch Ratings en 2021 à abaisser le classement du pays à **B-**.

Comment relever ces défis? Quel modèle de développement à adopter et quelle stratégie à suivre?

Le papier se compose de quatre axes principaux, et se consacre à l'analyse de ces principaux thèmes à savoir : les causes sociales et économiques de l'éclatement de la révolution, la

situation économique après la révolution et pendant la première période transitoire, comment relever les défis et exploiter les opportunités pour la promotion de l'économie et enfin, les conditions de réussite pour la stratégie de développement.

Le papier ne s'est pas limité à la présentation d'un diagnostic de la situation, mais a essayé de proposer des solutions et des recommandations pour renforcer les acquis de la révolution et parvenir au développement souhaité.

1. Les causes sociales et économiques de l'éclatement de la révolution

La révolution tunisienne a surpris tout le monde. Quelles sont les causes directes de cet événement historique ?

1.1. Le chômage, la pauvreté et la marginalisation des zones de l'intérieur du pays.

L'observateur de la révolution en Tunisie, constate essentiellement ce qui suit :

La première observation:

Parmi les slogans les plus importants soulevés au cours de la révolution tunisienne: «Emploi, liberté, dignité nationale" et: "Le travail est un droit bande de voleurs". Par conséquent, **l'emploi** était à la tête des revendications qui ont retenti à travers les gorges des manifestants.

La seconde observation:

L'étincelle de la révolution s'est déclenchée à Sidi Bouzid, l'un des gouvernorats du centre-ouest. Elle a été précédée deux ans au par avant par les événements du bassin minier dans le gouvernorat voisin celui de Gafsa. Cela indique un état de **marginalisation** subie par les **régions de l'intérieur** dans le cadre d'une disparité injuste entre celles-ci et la zone côtière. Les régions de l'intérieur qui ont longtemps souffert de la pauvreté ont enregistré les taux de chômage les plus élevés dans cette période. Les chiffres officiels pour l'année 2011 montrent un taux de chômage de 28,6 % dans le centre-ouest, 26,9 % dans le sud-ouest et 24,8% dans le sud-est contre 11,1% au centre-est (zone côtière) et 18,3% par contre comme moyenne générale (INS, 2013).

La troisième observation :

Cette révolution a été menée par les jeunes, notamment les jeunes diplômés du supérieur. C'est une autre preuve de l'échec du modèle de développement suivi pour répondre aux aspirations des **jeunes diplômés** qui sont frustrés à obtenir un emploi décent après leur excellence dans l'étude et l'obtention de diplômes universitaires dans différentes disciplines. Les statistiques officielles montrent que, pour l'année 2011, un tiers des diplômés universitaires sont au chômage, et que le chômage touchait 47,5 % des femmes et 20,6 % des

hommes de la même catégorie. En outre, 81,1 % des chômeurs sont âgés de moins de trente ans. Au cours de la période 2005-2011, le nombre de diplômés de l'enseignement supérieur sans emploi a enregistré le taux de croissance annuel le plus élevé comparé aux nombre de chômeurs de différents niveaux d'enseignement. Il a atteint 23,2% contre 8,9 % comme moyenne générale (ITCEQ, 2012).

La quatrième observation :

Le sentiment de frustration des jeunes diplômés et l'absence d'espoir associé à **l'injustice sociale** ont conduit à l'éclatement de la révolution. La charge de la crise économique n'était pas équitablement répartie entre les différentes régions et entre les différents groupes sociaux. Les catégories sociales les plus pauvres ont supporté le plus le fardeau, tandis qu'une minorité de gens privilégiés accumulait sa richesse au détriment de la grande majorité de la population. Selon les estimations de la Banque Mondiale, le taux de la pauvreté sur la base d'individu a atteint 15,5% en 2010 (BM, SFI, 2012), et était beaucoup plus élevé certainement dans les régions de l'intérieur et dans certains quartiers populaires dans les grandes villes. En se référant aux chiffres officiels, ce taux ne dépassait pas 3,8 %. À cela s'ajoute la propagation de la corruption et du népotisme, la détérioration de la gouvernance et de la transparence, l'absence de la justice sociale et **l'oppression des libertés**.

1.2. Les principales causes de la crise économique qui ont contribué au déclenchement de la révolution

Les deux principales causes de la crise économique en Tunisie qui ont contribué au déclenchement de la révolution sont: une conjoncture économique internationale défavorable et l'échec du modèle de développement suivi.

1.2.1. La conjoncture économique internationale défavorable

Les dernières années qui ont précédé la révolution ont vu une augmentation continue des prix du pétrole et des produits alimentaires sur le marché international. Et comme la Tunisie est un importateur net de ces produits, ceci a causé tant de difficultés au niveau des paiements extérieurs et au niveau du budget de l'État par le gonflement du budget alloué à la subvention des produits de base.

En cette période l'UE qui représentait le principal partenaire de la Tunisie dans les différents domaines de l'économie (commerce extérieur, investissement, tourisme et emploi), a traversé une grave crise économique provoquée par la crise financière et la crise de la dette publique. Les effets étaient clairs et évidents sur l'économie tunisienne au niveau de la croissance, de l'emploi, de la balance commerciale et de la balance des paiements.

1.2.2. L'échec du modèle de développement

Le modèle de développement suivi pendant plus de quatre décennies, était la cause directe du déclenchement de la révolution parce qu'il a conduit à **la fragilité de l'économie nationale, à l'érosion de la compétitivité et à la prévalence du chômage chez les diplômés universitaires**. Comme il a été la cause **de la disparité régionale**, de la **marginalisation** de larges segments de la société et de l'échec de réalisation de **la sécurité alimentaire**.

Ouvrir le marché, donner la priorité à l'exportation, accorder de l'importance au tourisme et diversifier l'économie n'étaient pas un mauvais choix. Ceci a été dicté par des facteurs naturels et géographiques objectifs. Mais la faute réside dans **l'échec du passage progressif de la structure d'une économie traditionnelle** dont la capacité concurrentielle dépend du faible coût du travail **à une économie développée fondée sur le savoir**. (Bouchez, 2014). La Tunisie est beaucoup retardée dans ce domaine. Ainsi elle a été classée 82^{ème} parmi 145 pays en 2009 d'après l'indice de l'économie du savoir de la Banque Mondiale (ITCEQ, 2012). C'est la preuve de l'existence d'un cercle rompu entre l'enseignement supérieur et l'économie nationale. L'économie a continué de s'appuyer sur une industrie manufacturière à faible valeur ajoutée, à faible contenu en savoir, à faible taux d'encadrement et à très faible taux d'intégration dans le tissu industriel local. L'exemple frappant est celui de l'industrie textile, en particulier la production de vêtements readymade pour l'exportation dans le cadre de sous-traitance.

Le marché de travail quant à lui n'a pas pu suivre l'évolution du nombre de diplômés de l'enseignement. L'offre d'emploi dans les secteurs productifs est restée concentrée sur une main d'œuvre non qualifiée à bas niveau éducatif.

Sous le régime d'une **administration très centralisée**, les incitations contenues dans "le code d'incitations aux investissements" n'ont pas pu à elles seules transférer ces industries exportatrices des zones côtières proches des ports et à forte densité démographique aux zones de l'intérieur. Cela est dû à **la faiblesse de l'infrastructure et des services dans ces régions**, ainsi du fait que ces industries dépendent plus de la matière première importée que de la matière première locale disponible dans les régions de l'intérieur.

Le tourisme **n'a pas également réussi à diversifier ses produits** au niveau souhaité et restait axé principalement sur le tourisme de plage. L'infrastructure hôtelière et la capacité d'hébergement ne se sont pas répandues vers les zones de l'intérieur ce qui a aggravé le déséquilibre régional.

D'autre part, les relations entre les zones de l'intérieur et les zones côtières y compris la capitale au niveau des industries de l'exploitation minière, des industries alimentaires et des industries des matériaux de construction sont restées **semblable à la relation entre pays en voie de développement et pays développés**. La première fournit la matière première tandis que la seconde la transforme en produits finis et les faire retourner à des prix plus élevés. Ce phénomène a provoqué un mouvement **d'exode contenu de la main d'œuvre** et plus particulièrement de la main d'œuvre qualifiée. Ce qui a privé ces régions d'une part importante de ses ressources humaines productives.

Au niveau du commerce extérieur, **l'État n'a pas été en mesure de diversifier ses marchés** et restait significativement dépendant d'un seul partenaire qui est l'Union Européenne, qui représente plus des trois quarts du commerce extérieur. Cette relation basée sur un partenaire presque unique se manifeste aussi au niveau de l'investissement direct étranger, du tourisme et de la main-d'œuvre émigrante. Ce qui a facilité à l'économie nationale **d'être affectée** par la crise qu'a traversé par l'Union Européenne.

Au niveau de la politique sociale, **le régime de subvention alimentaire n'était pas efficace** car il a creusé le déficit budgétaire sans pouvoir réaliser une amélioration significative du pouvoir d'achat des classes pauvres. Cela a été confirmé par l'Institut National de la Statistique par les résultats de l'étude menée dans ce domaine. Il a été démontré que les familles tunisiennes ont bénéficié de 107 millions de dinars parmi un montant de 888 millions de dinars destiné à soutenir les produits alimentaires en 2010, soit seulement 12% du total (INS, 2012).

Ainsi, **le modèle de développement** suivi, qui a conduit à la fragilité de l'économie, à une grande disparité géographique dans les domaines de la production et de la distribution des revenus, au chômage élevé et à la pauvreté dans les régions de l'intérieur, **a prouvé son échec** et a constitué **la cause directe du déclenchement de la révolution**. (Mokadem, 2015).

2. La situation économique directement après la révolution et la politique économique au cours de la période de transition

L'anarchie et l'explosion subite des revendications sociales qui ont suivi directement la révolution ont conduit à **bloquer la production** dans de nombreux secteurs et surtout la production de phosphate, tandis que d'autres secteurs fonctionnaient au ralenti. Cette situation a causé aussi **la fuite d'une grande partie de capitaux et a limité leur flux vers la Tunisie**. Selon les statistiques de la Banque Mondiale, le volume des investissements directs

étrangers a baissé de 1334,5 à 432,7 millions de dollars en 2011 (BM, 2012). Cette même année a vu aussi une baisse du taux de l'épargne nationale par rapport au PIB de 21,7% à 16,8%. Le bilan évident est l'enregistrement d'un taux de croissance négatif (1,9%) et l'augmentation du taux de chômage qui a atteint un niveau record d'environ 18,3 % contre 13% l'année précédente (BCT, 2012).

Il a été espéré que le gouvernement mis en place après la révolution donne la priorité à résoudre les problèmes économiques et sociaux urgents, mais il a été préoccupé par un dialogue idéologique long et stérile tel que le soulèvement de la question de l'identité. **Il n'a pas accordé à l'économie l'importance qu'il mérite.** Depuis le début, il n'a pas été en mesure de gagner la confiance des investisseurs et de rassurer les touristes étrangers en assurant la sécurité et en clarifiant la vision politique et en déterminant les options économiques. **Les mesures économiques prises ne représentaient pas une réforme profonde et ne faisaient pas partie d'une stratégie de développement claire et bien appropriée,** mais plutôt elles représentaient des remèdes temporaires pour résoudre des problèmes sociaux au détriment du développement à moyen et à long terme.

Le gouvernement s'est trouvé confronté à une vague de revendications sociales qu'il a essayé de résoudre en **s'appuyant principalement sur les dépenses publiques au lieu d'assurer la sécurité et créer un climat propice à l'action du secteur privé pour contribuer à l'absorption du chômage.** Par exemple, il a essayé de recruter un grand nombre de chômeurs dans l'administration et dans les entreprises publiques qui ont été sélectionnés sur la base de critères qui n'ont rien à avoir avec la compétence ou le besoin de l'organisme. Ainsi cette politique a contribué à une augmentation des dépenses publiques sans être compensée par une augmentation équivalente de la productivité ou des recettes. C'est ainsi que le déficit budgétaire est passé de 3,5 % en 2011 à 6,6% en 2012. Le déficit croissant du budget a conduit à la nécessité d'emprunter d'où la dette publique a atteint 46,3% en 2012 contre 44 % en 2011 (BCT,2012).

L'accroissement de la liquidité et l'augmentation de la demande intérieure et en particulier pour les produits alimentaires en face d'une stagnation de la production a contribué à l'accroissement du taux d'inflation pour atteindre 6,1% au cours du premier trimestre de 2013, et au recours aux importations. Avec la détérioration de la compétitivité due à l'inflation, les importations ont augmenté à un rythme supérieur à celui des exportations, ce qui a contribué à l'aggravation du déficit de la balance commerciale qui a passé de 8,6 millions de dinars pour l'année 2011 à 11,6 millions dinars en 2012. De même le taux du déficit courant de la balance

des paiements a doublé en 2012 pour atteindre 7% du PIB (BCT, 2012). D'autre part **la fragilité de la sécurité et le manque de clarté de la vision politique ont contribué à limiter l'entrée des investissements directs étrangers**. La faiblesse du taux d'intérêt par rapport au taux d'inflation et la détérioration du pouvoir d'achat ont conduit à **la faiblesse taux de l'épargne nationale**, rendant **le financement étranger un défi majeur** pour la promotion de l'investissement, la réalisation de la croissance et la création d'emplois.

Ainsi, la confrontation entre les **tendances budgétaire et monétaire expansionnistes** qui ont eu pour effet d'accroître la demande intérieure, d'une part, et **les orientations politiques gênant la croissance de la production**, d'autre part, a été la **cause de la détérioration de la situation économique**. En **l'absence d'une stratégie de développement claire**, cette politique a conduit à l'augmentation du déficit budgétaire, de celui de la balance commerciale et de la balance des paiements. Elle a également contribué à l'apparition d'une forte inflation et à l'augmentation du taux de la dette publique, sans permettre néanmoins d'atteindre les résultats souhaités sur le plan de la croissance, de l'emploi et de la réduction des disparités régionales.

Si le gouvernement a été en mesure d'obtenir des résultats plus ou moins importants en 2012, en enregistrant une croissance positive de 3,6 % et en réduisant le taux de chômage à 16,7% (INS, 2012), c'était au détriment des équilibres macroéconomiques et du pouvoir d'achat du citoyen. De toute façon ces résultats n'ont pas pu dépasser le niveau de 2010 (pré-Révolution).

En général, cette situation économique difficile **aura un impact sur les futurs gouvernements en les obligeant à assumer une grande responsabilité pour la redresser. Par contre sa poursuite va représenter un danger pour la souveraineté du pays par l'accumulation de la dette publique extérieure.**

3. Comment relever les défis et saisir les opportunités pour promouvoir l'économie?

Pour sortir de la situation actuelle et promouvoir l'économie, il est nécessaire de prendre des mesures urgentes, d'élaborer et de suivre une stratégie de développement à moyen et long terme dont le noyau est constitué par un **modèle de développement fondé sur l'économie du savoir qui vise à réaliser un développement intégré et durable.**

3.1. Dans le court terme:

- ❖ Maitriser d'une façon plus efficace les prix à la consommation et combattre l'inflation pour maintenir le pouvoir d'achat des citoyens, améliorer la compétitivité de l'économie et

consolider la valeur du dinar. Cela nécessite l'utilisation d'un panier intégré de politiques monétaire, budgétaire, économique et commerciale.

- ❖ Réduire la pauvreté par l'encouragement des projets générateurs de revenus et d'emplois (Ait-Bella & Lakhyar, 2021). Ce qui nécessite de mettre en place des mesures d'accompagnement des jeunes promoteurs en assurant la formation, le financement et la commercialisation et d'établir un ensemble de programmes «stimulus package» visant à lutter contre la pauvreté et le chômage dans ces régions.
- ❖ Combattre la contrebande et réorganiser le secteur informel.
- ❖ Réduire le déficit de la balance commerciale et en premier lieu combler le déficit budgétaire par la maîtrise et la rationalisation des dépenses courantes et la mise en place d'une réforme du régime de subvention des biens de consommation afin de diriger l'aide directement vers ceux qui le méritent, et par la mise en place d'une réforme pour combattre l'évasion fiscale, d'autre part.
- ❖ Renforcer la capacité du secteur bancaire à jouer efficacement son rôle dans le financement du développement.
- ❖ Stimuler l'épargne nationale et assurer un environnement approprié et propice pour accroître le rythme de l'investissement.
- ❖ Accroître le volume l'investissement public et le diriger vers les zones de l'intérieur, tout en incitant l'investissement privé à se localiser dans ces zones.
- ❖ Moderniser l'administration (alléger les formalités et les procédures administratives, digitaliser le travail, renforcer le service en ligne, accroître la capacité du réseau internet, former les agents...).
- ❖ Répandre la valeur du travail à tous les niveaux de l'école à l'usine et avec divers moyens.
La réussite de ce programme reste tributaire de la sécurité, de la clarté de la vision politique, de la gouvernance, de la transparence et surtout de la stabilité politique.

3.2. Dans le moyen et le long terme

L'exigence de l'adoption de nouvelles options stratégiques et l'introduction d'une réforme radicale et profonde sur la structure de l'économie. Le modèle suivi jusqu'au maintenant a prouvé son échec et ses limites, d'où le besoin de la conception d'un nouveau modèle de développement fondé sur l'économie du savoir qui doit être en mesure d'atteindre une croissance à rythme élevé, un développement intégré et durable capable de répondre aux des aspirations des générations présentes et futures. Pour assurer son succès, toute stratégie de développement doit parvenir à une utilisation optimale des ressources et profiter des

opportunités afin de les exploiter efficacement pour réaliser les objectifs attendus. Elle doit être aussi fondée sur une base solide qui prend en compte les données nationale et la conjoncture internationale.

Les bases les plus importantes de cette stratégie consistent dans ce qui suit:

- ❖ Maintenir l'option de **l'exportation comme option stratégique** et veiller à augmenter le taux de la valeur ajoutée, le taux d'intégration et le pourcentage des composants de haute technologie qui ne dépassait pas 12 % du total des exportations des industries manufacturières en 2011 (ITCEQ, 2012).
- ❖ Continuer à ouvrir et **libéraliser l'économie** pour augmenter sa compétitivité, en particulier dans le domaine des services (secteur financier, transport, télécommunications, santé, éducation, formation et autres services).
- ❖ Veiller à assurer la concurrence et lutter contre la spéculation.
- ❖ Suivre **un modèle économique fondé sur le savoir et la haute technologie**. Cela nécessite un **changement structurel profond** au niveau du système de production, du commerce extérieur, du marché du travail, de l'éducation, du système de formation et au niveau de la composition des dépenses publiques. Il exige aussi **d'investir massivement dans les institutions de recherche scientifique** et d'inciter l'entreprise à se concentrer sur **la R&D et l'innovation** pour que l'avantage comparatif des produits nationaux soit fondé plus sur le savoir, la technologique, l'intelligence artificielle et le progrès technique et non sur les bas salaires.
- ❖ **Renforcer le rôle du secteur privé**, notamment les petites et moyennes entreprises, qui se caractérisent par leur grande capacité d'emploi.
- ❖ **Restructurer les entreprises publiques** dans le but d'accroître leur productivité et d'améliorer leur compétitivité et assurer l'autogestion.
- ❖ Veiller à **accroître la rentabilité et la productivité du secteur agricole** et de la pêche en introduisant les technologies de pointe, en intensifiant la recherche scientifique, en augmentant le financement et en attirant l'investissement direct étranger. Ceci vise à atteindre plusieurs objectifs, essentiellement l'autosuffisance en produits alimentaires de base, le maintien du pouvoir d'achat du consommateur, la promotion de l'exportation et l'accroissement de la contribution du secteur à l'emploi de main-d'œuvre qualifiée.
- ❖ Introduire le **développement régional** en tant qu'une nouvelle dimension parmi les plans de développement à côté de la dimension sectorielle. Répartir les zones sur des bases économiques plutôt qu'administratives. Cela nécessite la création **de pôles économiques**

spécialisés selon les spécificités de chaque région. Ceux-ci doivent être renforcés par des universités, des pôles technologiques et des centres de recherche spécialisés. Il convient également de noter à éviter le gaspillage d'efforts et d'argent dans la mise en place de petits projets dispersés et isolés. Pour parvenir à un développement régional, on doit adopter des **projets d'infrastructure** de grande envergure par la contribution du financement étranger et du secteur privé, fournir les incitations et assurer les services nécessaires pour attirer le secteur privé. Ceci ne peut réussir sans **accorder plus d'autonomie aux autorités régionales** qui doivent être élues pour gérer leurs affaires, identifier leurs voies de développement et prendre l'initiative. Dans ce cadre, l'étude des expériences internationales, telles que l'expérience réussie de la Chine (OECD, Mehmet Ögütçü ,2002), de la Corée du Sud (OECD, 2012) et de certains pays de l'Union Européenne s'avère très utile.

- ❖ Jeter les bases d'un **développement durable** à travers les actions suivantes:
 - Développer les **énergies propres et renouvelables**, notamment l'énergie solaire par l'installation de projets géants destinés à la fois à satisfaire la demande locale et à l'exportation, en collaboration avec l'Union Européenne, en particulier l'Allemagne qui a une haute expertise dans ce domaine. Il est évident **qu'on ne peut réaliser un projet ambitieux de développement à long terme sans assurer une ressource nationale importante d'énergie**. À cet égard, souligne l'Agence internationale de l'énergie (AIE) dans son rapport pour l'année 2010 (OECD, 2013), que la région du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord dispose de réserves potentielles d'énergie solaire qui compte parmi les plus grands du monde. Elle est capable de produire plus de cent fois la consommation de la région et de l'Europe réunies par des centrales de concentration de l'énergie solaire.
- ❖ • Fournir des incitations adéquates pour attirer l'investissement direct étranger dans le cadre du "**mécanisme de développement propre**" et de profiter des avantages accordés par le Protocole de Kyoto et actuellement l'accord de Paris sur le climat.
- ❖ • Mettre en place un ensemble de lois pour **protéger l'environnement** et préserver les ressources naturelles.
- ❖ Jeter les bases d'un **développement équitable** par les actions suivantes:
 - ❖ • **Réformer le système fiscal** pour être plus juste et plus stimulant de la production et de l'emploi et ceci par la lutte contre l'évasion fiscale et l'allègement de la pression sur les salariés et les petites et moyennes entreprises.
 - ❖ • **Réexaminer le système de subvention** à la consommation et profiter de l'étude de l'Institut National de la Statistique pour diriger le soutien vers ceux qui le méritent et alléger la charge

du budget de l'État. Son application a besoin d'une base de données sociale.

- Augmenter l'**allocation** accordée aux familles et des groupes sociaux dans le besoin.
- Étudier la possibilité de créer "**un système d'assurance chômage**" pour les jeunes chômeurs avec des diplômes d'études supérieures par un fonds financé sur la base de la solidarité par les salariés, les employeurs et le gouvernement. Une partie de ces ressources doit être réservée à la formation pour accroître l'employabilité de ces chômeurs.

- ❖ Créer d'une **zone de libre-échange à la frontière libyenne** destinée à la réexportation et orientée principalement vers le marché libyen afin de contribuer à la réduction de la contrebande et à la création de nouveaux emplois.

3.3. Nouveaux concepts pour renforcer les réformes

Mais pour que ces réformes soient plus efficaces, elles doivent être accompagnées par de nouveaux concepts dans divers domaines, y compris:

3.3.1. Un nouveau concept de sécurité alimentaire

Remplacer le concept de sécurité alimentaire, adoptée il y a plusieurs décennies et qui est basé sur "l'équilibre de la balance commerciale alimentaire" par le concept de "**l'équilibre entre la production et de la demande intérieure pour les produits alimentaires de base**". C'est parce que le modèle actuel qui a pour but l'équilibre commercial, et qui se reflète dans l'exportation de produits agricoles complémentaires tels que les oranges, et l'importation des produits alimentaires de base tels que le blé, a conduit à la mauvaise allocation des ressources naturelles précieuses telles que l'eau sans parvenir à la sécurité alimentaire. Il a conduit au détournement des ressources en eau au profit des oranges, tandis que le prix relatif du blé par rapport aux oranges continue d'augmenter.

3.3.2. Un nouveau système de rémunération du travail

Briser le cercle vicieux "hausse des prix - augmentation des salaires, et augmentation des salaires - augmentation des prix" qui affaiblit l'économie, réduit la compétitivité du produit et détériore le pouvoir d'achat du consommateur, et le remplacer par une nouvelle formule "**augmentation de la productivité - augmentation des salaires, et augmentation des profits - augmentation du revenu du travailleur**". Cela se fait en reliant une partie du salaire à la productivité, en prenant la formation permanente comme levier pour l'avancement de carrière, et en concevant des moyens qui permettent au travailleur de bénéficier du profit de l'entreprise et d'être affecté aussi par sa perte, et par conséquent il sent l'appartenance à l'entreprise.

3.3.3. Une nouvelle formule de financement des projets

Remplacer le critère de garantie matérielle par celui de **la rentabilité du projet**.

Les banques accordent plus d'importance aux garanties matérielles qu'à la rentabilité en finançant les projets. Ainsi un projet touristique pour certaines d'elles n'est qu'un projet immobilier. Pour changer la structure de l'économie, le secteur bancaire doit jouer un rôle important en courant le risque pour financer les projets avec investissement immatériel et à forte composante cognitive, technologique et informatique même à faible composante immobilière.

3.3.4. Un nouveau système de marge commerciale sur les légumes, les fruits, les volailles et la viande

Fixer la marge commerciale dans le commerce de gros et de détail des légumes, des fruits, des volailles et de la viande **en fonction de la quantité vendue en Kg** au lieu du prix d'achat.

En effet , le coût de production du commerçant ne dépend pas du prix du produit qu'il vend mais se compose de loyer, de frais de transport et autres.

Ses coûts variables dépendent de la quantité et non des prix. C'est l'exemple de fret de marchandises où le tarif est fixé en fonction de la quantité ou du volume de la marchandise transportée.

Cette méthode a l'avantage de réduire l'inflation de deux manières :

Au niveau du prix élémentaire, le taux d'accroissement du prix de vente sera inférieur au taux d'accroissement du prix d'achat car la marge commerciale par kg reste fixe.

Au niveau du prix synthétique du groupe fruits et légumes, volailles ou viande, le taux d'inflation sera inférieur parce que les commerçants auront intérêt à commercialiser une plus grande quantité de produits moins chers qu'une petite quantité de produits à prix élevé. Les parts budgétaires des produits moins chers vont croître au détriment des produits plus chers.

4. Conditions de la réussite de la stratégie de développement

4.1. La nécessité d'assurer le financement du processus de développement

Si l'économie tunisienne, qui se caractérise par une abondance de capital humain, se plaint d'une pénurie grave de capital financier et physique qui représente le principal déterminant du processus de production, c'est dans cette période qu'elle ressent plus que jamais le besoin de l'investissement d'énormes fonds dans des projets productifs capables d'élever le rythme de la croissance et de doubler le taux d'emploi annuel. En raison de la faiblesse de l'épargne nationale, la nécessité d'un financement étranger de toutes sortes, en particulier sous la forme d'investissements directs étrangers, et dans tous les secteurs économiques est évidente. De même, il est utile de diversifier les sources de financement extérieur et de tirer parti des flux de capitaux des pays les plus prometteurs dans ce domaine tels que les pays du Conseil de Coopération Économique des Pays du Golfe (GCC) et de la Chine.(EIU, 2012).

4.2. Conditions d'obtention des fonds nécessaires pour le processus de développement

Pour assurer le succès de la stratégie de développement, l'État doit être en mesure d'assurer le financement nécessaire et apporter un plus grand volume d'investissement direct étranger. Ce qui nécessite la mise en place d'un certain nombre de conditions dont les plus importantes:

- ❖ Instaurer un **climat propice à l'investissement** capable de gagner la confiance des hommes d'affaires étrangers et locaux, et gagner la confiance des bailleurs de fonds (sécurité, liberté économique, des infrastructures et des services de pointe, des procédures administratives allégées et assouplies ...).
- ❖ Travailler à **relever le classement** de la Tunisie chez les agences de notation internationales.
- ❖ Augmenter la **productivité de la main-d'œuvre** par une éducation et une formation de qualité.
- ❖ Concevoir une **stratégie de développement clairement définie**.
- ❖ Identifier les **opportunités d'investissement**, et les présenter à l'étranger en s'appuyant sur une opération efficace de marketing.
- ❖ Suivre les **méthodes scientifiques** dans le domaine de la planification stratégique.

4.3. Le processus de planification stratégique

- ❖ L'évaluation scientifique et objective de la situation actuelle et l'identification des points forts et des points faibles avec précision.
- ❖ L'identification des principales options et objectifs sur une base consensuelle avec la participation de toutes les composantes de la société civile et des organisations nationales.
- ❖ L'adoption de la méthode scientifique dans l'établissement des plans de développement économique et social.
- ❖ Le suivi et la surveillance de l'exécution ainsi que la révision et la correction de la trajectoire d'une façon continue.
- ❖ Veiller à assurer la **gouvernance et la transparence** dans toutes les étapes.

4.4. Cadre institutionnel pour le processus de développement

Sur le plan institutionnel, il est **indispensable de créer un organisme de gestion qui opère indépendamment** et dont on attribue les tâches de formuler la vision économique et sociale à long terme, d'identifier les options stratégiques et de tracer les grandes lignes des plans de développement à moyen terme par l'assistance d'experts spécialisés et le soutien des principales composantes de la société civile et des organisations nationales. Cette démarche est imposée par des raisons objectives dont les plus importantes: premièrement, le champ de ces objectifs est au-delà de la période électorale du gouvernement, deuxièmement, on doit éviter

les expériences ratées et les choix unilatéraux pris par un seul parti gouvernant, et troisièmement, pour ne pas courir le risque que la mise en œuvre des plans de développement peut-être rejetée ou entravée par une partie de la société qui n' a pas été impliquée dans son élaboration.

L'organisme proposé peut être constitué par **le Conseil Supérieur pour le Développement** (bras consultatif et exécutif) composé par un bureau exécutif et un conseil de sages, et l'Institut National de la Statistique (bras statistique) et l'Institut Tunisien de la Compétitivité et l'Économie Quantitative (bras technique).

Le gouvernement quant à lui se consacre à mettre en œuvre les plans émanant de cet organisme et veille à trouver des solutions et à prendre les mesures appropriées pour les résoudre.

C'est l'application du principe :« **Pensons ensemble et que chacun exécute sa tâche** »

Ainsi le succès du gouvernement dans le domaine du développement économique et social dans un avenir prévisible, sera dépendant de sa capacité d'assurer les fonds nécessaires pour les projets programmés. Le processus de garantir les ressources financières représente le défi majeur dans le court et le moyen terme.

Conclusion :

Il ne fait aucun doute que les défis économiques, sociaux et financiers du pays sont très grands et que les difficultés sont multiples, mais la situation n'est pas sans issues. La Tunisie dispose de ses propres atouts, elle a au moins cinq éléments importants: une population jeune et instruite, des cadres compétents, un système statistique développé, une économie diversifiée et une situation géographique idéale.

Si les décideurs agiront avec sagesse et accorderont la priorité à l'intérêt national, et si la société aura confiance en ses capacités et si les efforts seront combinés avec les meilleures intentions, il sera possible de réaliser le rêve en transformant les faiblesses en forces et les obstacles en affluents pour le développement.

En fait, le chômage n'est qu'un facteur de production paralysé qui peut devenir un catalyseur pour la croissance; les zones marginalisées renferment des richesses potentielles qui peuvent être exploitées pour donner un élan au développement; le désert aride peut être converti en une source importante pour la production d'énergie propre et enfin la faiblesse de l'épargne nationale peut constituer un facteur stimulateur de l'investissement direct étranger qui peut

contribuer au transfert de la technologie. Si on réussira à faire cela, on pourra réaliser «**le miracle tunisien**».

Qui aurait cru il y a seulement quatre décennies, que la Chine va transformer le facteur démographique d'un lourd fardeau à un affluent de la croissance pour devenir l'usine du monde, et que la Corée du Sud dépasse l'écart technologique pour devenir un chef de file dans l'industrie de l'électronique dans une courte période. Ce n'est pas par hasard. Ils ont investi massivement dans la recherche. La Chine a rattrapé l'EU pour la première fois en 2012. Elle occupe maintenant, la deuxième place mondiale. La Corée du sud est classée à la tête des pays de l'OCDE en matière d'intensité en R&D (OECD, 2014).

Cette étude a mis l'accent sur la nécessité de changer le modèle de développement pour la Tunisie et a essayé de définir les caractéristiques du nouveau modèle et de déterminer la stratégie de développement à suivre. Certes, malgré l'effort fourni, sa contribution reste limitée, mais elle a le mérite d'ouvrir le débat sur cette question et de paver le chemin pour des recherches plus approfondies.

BIBLIOGRAPHIE

- African Development Bank (ADB) (2012), Tunisia: Economic and Social Challenges Beyond the Revolution. <https://www.afdb.org/en/news-and-events/tunisia-economic-and-social-challenges-beyond-the-revolution-9564>.
- Ait-Bella & Lakhyar (2021). Analyse de l'impact des activités génératrices de revenus (agr) sur la pauvreté: étude statistique. Revue Internationale des Sciences de Gestion. ISSN: 2665-7473 Volume 4: No 3. <https://www.revue-isg.com/index.php/home/article/view/670/599>.
- Banque Africaine de Développement (BAD) (2021), Perspectives économiques en Afrique 2021. <https://www.afdb.org/fr/news-and-events/events/presentation-du-rapport-perspectives-economiques-en-afrique-2021-de-la-banque-africaine-de-developpement-42336>.
- Banque Centrale de Tunisie (BCT) (2012), Statistiques. https://www.bct.gov.tn/bct/siteprod/stat_index.jsp.
- Banque Mondiale et Société Financière Internationale (BM, SFI) (2012), Note de Stratégie intérimaire pour la République Tunisienne pour la période des exercices 2013-2014. <https://documents1.worldbank.org/curated/fr/122761468116058576/676920FRENCH0B0N0FY130140May0170FR.docx>.
- Banque Mondiale (BM) (2021); Banque Mondiale de Tunisie. <https://www.banquemonde.org/fr/country/tunisia/overview>.

- EIU (2012), China Going Global Investment Index. <http://www.eiu.com/ChinaGoingGlobal>.
- Fitch Ratings (2021), <https://www.fitchratings.com/entity/Tunisia-80442230>.
- IMF (2012), Tunisia country report No. 12/255.
<https://www.imf.org/en/Publications/CR/Issues/2016/12/31/Tunisia-2012-Article-IV-Consultation-Staff-Report-Public-Information-Notice-on-the-Executive-26232>.
- IMF, Padamja Khendewal and Agustin Roitman (2013), "The Economics of Political Transitions: Implications for Arab Spring."
<https://www.imf.org/en/Publications/WP/Issues/2016/12/31/The-Economics-of-Political-Transitions-Implications-for-the-Arab-Spring-40391>.
- Institut National de la Statistique (INS) (2013), Enquête Nationale de la Population et de l'Emploi 2012.
- Institut nationale de la Statistique (INS) (2021), Statistiques Tunisie.
<https://www.ins.tn/statistiques/45>.
- Institut Tunisien de la Compétitivité et de l'Économie Quantitative (ITCEQ) (2012), Le Chômage des Jeunes: Déterminants et Caractéristiques. <http://www.itceq.tn/files/emploi/chomage-des-jeunes-determinants-caracteristiques.pdf>.
- Institut Tunisien de la Compétitivité et de l'Économie Quantitative (ITCEQ) (2012), Rapport Annuel sur l'Économie du Savoir. <http://www.itceq.tn/files/innovation-Tic/economie-du-savoir-F.pdf>.
- Institut Tunisien de la Compétitivité et de l'Économie Quantitative (ITCEQ) (2012), Perspectives Économiques. <https://www.itceq.tn>.
- Jean-Pierre Bouchez (2014). Autour de « l'économie du savoir » : ses composantes, ses dynamiques et ses enjeux. *Savoirs* 2014/1 (n° 34), p. 9 – 45.
- Michel Camau (2012). Un printemps arabe ? L'émulation protestataire et ses limites. OpenEdition Journal. <https://journals.openedition.org/anneemaghreb/1383>. p: 27-47.
- **Mongi Mokadem** (2015). Leaders . <https://www.leaders.com.tn/article/18167-quel-modele-de-developpement-economique-faut-il-pour-la-tunisie>.
- OECD (2013), Renewable Energies in the Middle East and North Africa: Policies to Support Private Investment, OECD Publishing. <https://www.oecd.org/investment/renewable-energies-mena-2013.htm>.

- OECD (2014), Main Science and Technology Indicators 2013/2.
https://www.oecd.org/sti/inno/Note_MSTI2013_2.pdf.
- OECD Development Centre Studies (2012), Industrial Policy and Territorial Development: Lessons from Korea. <https://www.oecd.org/development/development-philanthropy/50560264.pdf>.
- OECD, Mehmet Ögütçü (2002), Foreign Direct Investment and Importance of GO. WEST Strategy in China's Energy Sector.
<https://www.oecd.org/investment/investmentfordevelopment/2085596.pdf>.